

Pouvoir d'emprunt

Malheureusement, le gouvernement insiste beaucoup aujourd'hui sur le contrôle étatique. Et pourtant, la gestion étatique du Canadien National en Nouvelle-Écosse laisse beaucoup à désirer. Ainsi, le 5 novembre 1980, la Commission canadienne des transports informait les Néo-Écossais qu'elle songeait à supprimer 11 postes d'agents dans la province, huit gares et 12 postes de représentants contractuels. Sept des 11 postes d'agents à supprimer se trouvent dans ma circonscription, plus précisément à Chester, Mahone Bay, Lunenburg, Liverpool, Lockeport, Shelburne et Barrington Passage. Sept des huit gares à disparaître sont situées dans ma circonscription; ce sont celles de Chester, Malone Bay, Lunenburg, Liverpool, Lockeport, Shelburne et Barrington Passage.

On est évidemment loin des promesses que le très honorable premier ministre a faites lorsqu'il faisait campagne dans ma province, promesses qui ont d'ailleurs été reprises par tous les candidats libéraux qui ont parcouru la province dans tous les sens au cours de la campagne. Le premier ministre avait alors dit, comme en témoigne le *Chronicle-Herald* de Halifax, en date du 26 janvier 1980:

Nous utiliserons les recettes tirées de la taxe d'énergie pour mettre en œuvre de grands projets—la construction de chemins de fer et de pipe-lines, l'aménagement d'un réseau électrique dans l'Ouest et la liquéfaction du charbon ne sont que quelques-uns des projets qui peuvent surgir du boom de l'énergie.

● (2010)

Comment peut-on concilier ce genre de promesse avec les faits? Quoi de surprenant à ce que les Canadiens, et surtout les Néo-Écossais, se méfient d'absolument toutes les promesses du gouvernement. Monsieur l'Orateur, si, lorsqu'il est question d'améliorer le réseau ferroviaire, on projette de supprimer 135 milles de voies et huit gares dans ma province, je préfère ne pas être dans les parages quand on mettra au point un projet ou un programme de destruction du réseau ferroviaire. Que le ciel nous vienne en aide.

Chose étrange, tous ces projets sont établis au moment où la situation économique s'améliore lentement et graduellement sur la côte sud de ma province, surtout dans la région de Bridgewater où la société Michelin s'est installée. La population de cette ville est passée de 4,000 à 8,000 habitants. L'industrie de la pêche y prend progressivement de l'ampleur et l'usine de Bowaters, dans le comté de Queen's prend de l'importance. Pourtant, malgré toutes ces améliorations, le CN n'a pas réussi à obtenir sa part du gâteau dans ce nouveau marché, ce qui m'amène à me demander quelles proportions la croissance et l'expansion doivent prendre pour que cette société puisse en profiter; en d'autres termes, je me demande combien de temps il faudra avant que le scénario que je viens de décrire pour les gares de chemin de fer du CN se reproduise dans le cas des stations-service de Petro-Canada.

En terminant, je voudrais rappeler au gouvernement qu'il ne peut pas faire prospérer notre pays en nationalisant nos industries. L'unité est ce dont le Canada a le plus besoin pour prospérer dans les années 80 et à l'avenir. Notre pays forme un tout qui, je l'espère, ne sera jamais divisé, car l'unité n'est pas seulement un principe solide, elle est aussi rentable du point de vue économique.

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur l'Orateur, je voudrais parler un peu du pouvoir d'emprunt et des raisons pour lesquelles le gouvernement est forcé de revenir sans cesse demander aux Communes la permission d'emprunter des sommes considérables. La plupart des personnes avec qui je me

suis entretenu la semaine dernière dans ma circonscription et à Windsor, ont dit s'inquiéter de la façon dont le gouvernement dépense l'argent des contribuables. Parce que le contribuable moyen a du mal à acquitter ses impôts, ces personnes trouvent que le gouvernement dépense un peu à la légère. Une dame se demandait si les membres du gouvernement seraient aussi prodigues de leur propre argent. J'ai répondu que j'en doutais fort.

C'est pourquoi je voudrais exprimer mon sentiment de frustration au nom des gens que je représente et, je pense bien, au nom de beaucoup de Canadiens dans tout le pays. Nombreux sont ceux qui se sont presque résignés à voir le gouvernement dépenser d'une façon qu'eux-mêmes n'approuveraient pas s'ils avaient l'occasion et les connaissances nécessaires pour prendre une décision éclairée.

Le gouvernement emprunte parce qu'il n'a pas su gérer l'économie sagement. Il a accumulé des déficits, alors qu'au fil des ans, il aurait dû amasser des surplus puisque pendant bien des années le Canada a bénéficié d'une conjoncture économique très favorable. Pendant ces années-là, le gouvernement aurait dû être capable d'accumuler des réserves, ce qui lui aurait permis d'atténuer la rigueur des périodes de crise économique. Malheureusement, cela ne semble jamais être l'attitude qu'affiche le gouvernement vis-à-vis de ses responsabilités.

A propos de la façon dont le bill a été libellé et présenté, monsieur l'Orateur, il est temps que le gouvernement réfléchisse longuement et sérieusement à ce qu'il présente au Parlement. Avant que le gouvernement vienne demander au Parlement de l'autoriser à contracter de nouvelles dettes, il lui incombe sûrement de nous donner des précisions détaillées sur ce à quoi servira l'argent qu'il demande l'autorisation d'emprunter, peu importe dans quelles devises il le veut. Il est sûrement du devoir de la Chambre des communes d'évaluer le programme de dépenses du gouvernement, en fonction de sa capacité de mobiliser des fonds au pays même, avant de conclure s'il y a lieu ou pas de l'autoriser à contracter ces emprunts.

Le gouvernement doit certes nous dire sans équivoque quels secteurs de l'économie profiteront de ces emprunts afin de permettre aux Communes de soupeser d'une part ses prévisions et de l'autre ses dépenses et les possibilités de recettes, avant de déterminer si en fait la capacité de production accrue, sur une période de, mettons, un an, deux ans ou dix ans, justifiera les énormes emprunts contractés.

Lorsque le gouvernement se présente à la Chambre—et là, j'inclus les députés libéraux de l'arrière-ban qui ont certainement eux aussi à répondre aux mêmes questions fondamentales que nous, de ce côté, lorsque nous retournons dans nos circonscriptions—il doit nous expliquer à quoi il compte utiliser l'argent qu'il va emprunter sur le marché cette année, afin que les inquiétudes de la population canadienne soient apaisées.

Mme Appolloni: Qu'est-ce que vous faites du crédit d'impôt au titre des enfants?

M. Deans: Inutile de me dresser une liste; je vais en parler dans un instant. A la place du député, je ferais bien attention en ce moment avant d'intervenir. Si l'économie tournait bien et était en expansion, et que le gouvernement pouvait contribuer à produire les capitaux supplémentaires nécessaires pour tenir sa promesse de 200 millions à Massey-Ferguson, peut-être alors pourrions-nous répondre à certaines des questions qui